

RECOMMANDATIONS DU MOUVEMENT SCOUT DE SUISSE

EXTRAIT SPÉCIAL DU CASIER JUDI- CIAIRE POUR PAR- TICULIERS

CONTEXTE

La votation sur l'initiative populaire fédérale "Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants" a eu lieu le 18 mai 2014. L'initiative a été adoptée par 63,5 pour cent des votants (taux de participation: 54,9 %).

Ainsi, la Constitution fédérale est modifiée comme suit.

Art. 123c Mesure consécutive aux infractions sexuelles sur des enfants, des personnes incapables de résistance ou de discernement

Quiconque est condamné pour avoir porté atteinte à l'intégrité sexuelle d'un enfant ou d'une personne dépendante est définitivement privé du droit d'exercer une activité professionnelle ou bénévole en contact avec des mineurs ou des personnes dépendantes.

Les associations de jeunesse ont rejeté l'initiative populaire, notamment pour les raisons suivantes.

Sacrifice du principe de la proportionnalité

Le mépris de la justice individuelle dans des cas particuliers par le biais de cette initiative est une chose particulièrement délicate, d'autant plus que l'initiative en soi accentue encore la tendance qui est celle d'abolir le pouvoir discrétionnaire des juges. La pédocriminalité doit être



sanctionnée. C'est l'avis aussi bien des organisations d'enfants que des organisations de jeunesse. Elles prétendent cependant que la situation s'avère extrêmement répréhensible lorsqu'il s'agit, par exemple, d'une relation sexuelle délibérée entre un adolescent ou une adolescente ayant à peine 16 ans et une personne de 20 ans, étant donné que celle-ci risque de ne plus pouvoir, durant le restant de sa vie, travailler avec des enfants, des adolescents ou des personnes particulièrement dépendantes. Il est indéniable que cette personne n'a pas le droit de se comporter de la sorte mais elle sera, en fonction de l'initiative concernée, jugée de la même manière qu'une personne ayant, par exemple, commis plusieurs agressions sexuelles sur des enfants ou des adolescents.

Prévention et mesures préventives sont de mise

L'initiative concernée laisse entendre que, grâce à l'automatisme qu'elle exige, une protection intégrale contre les délinquances sexuelles pourra être assurée. La sécurité qu'elle laisse supposer est cependant trompeuse. Les délinquants primaires ne sont pas appréhendés. La réalité est celle que seulement 5 pour cent des délits sont jugés. Ainsi, l'initiative et les mesures légales adoptées par le Parlement présentent une approche trop tardive du problème par rapport à ce qui se passe dans la réalité. Pour éviter tout abus sexuel et tout acte de violence, il est absolument nécessaire d'investir encore plus dans la prévention et les mesures préventives, ce qui relève de tout temps des tâches quotidiennes incombant aux organisations d'enfants ou de jeunesse.

MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE DE PÉDOPHILIE

Depuis le mois de janvier 2015, il est possible de commander, outre un extrait ordinaire du casier judiciaire, un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers, auprès de l'Office fédéral de la justice et police. Cet extrait permet de s'informer quant aux jugements incluant **l'interdiction**, sur une période déterminée, **d'exercer une profession ou une activité ayant trait à des mineurs ou des personnes particulièrement dépendantes, d'entretenir des contacts avec ces mêmes personnes ou de les approcher dans un périmètre défini.**

RECOMMANDATIONS DU MSdS

Les responsables scouts doivent, entre autres, pouvoir assurer le bien-être de toutes les personnes affectées aux différents groupes, notamment aussi sur le plan de l'intégrité physique. Il s'agit de veiller à ce que les limites définies ne soient pas dépassées et que toute exploitation sexuelle puisse être évitée.



Tous les responsables doivent être instruits en conséquence et de manière à ce qu'ils puissent gérer correctement la thématique relative à la "proximité et la distance". Le groupe en soi doit adopter un comportement standard envers les sujets tels que la manière de consoler, les soins infirmiers, le mal du pays, les installations sanitaires (WC, douches), les séquences prévoyant des contacts physiques (massages, exercices respiratoires, jeux impliquant des contacts physiques).

Un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers n'assure aucune sécurité

Un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers n'assure aucune sécurité étant donné que seule une petite partie des délits sont enregistrés. Tu connais en principe les responsables qui ont "grandi" au sein de ton groupe. Tu connais ceux et celles qui se comportent de manière positive envers les membres du groupe et les coresponsables. Ta responsabilité consiste donc à les engager en fonction de leurs aptitudes. Certains et certaines ne peuvent pas travailler à tous les niveaux, voire guider des enfants ou des adolescents. Il est essentiel que tu restes attentif ou attentive et que tu accompagnes les coresponsables dans leur évolution et leur comportement car leur comportement peut changer en fonction de leur évolution et de leur maturité.

Lorsqu'il s'agit d'un ou d'une responsable que tu ne connais pas, venant de l'extérieur, le MSdS recommande de demander des références auprès du RG du groupe auquel il ou elle a été affecté(e) précédemment. Les informations requises doivent permettre de savoir comment la personne concernée s'est comportée envers les enfants lui ayant été confiés. Lorsqu'il s'agit d'une personne ne relevant pas du scoutisme et que tu ne connais pas, mais qui t'a été recommandée par un ou une responsable scout(e), essaie de déceler si cette personne est effectivement en mesure d'évaluer la personnalité de la personne qu'elle te recommande. Toutes les réflexions à ce propos doivent être faites par rapport au bien-être de tous les membres du groupe (éventuelles questions à poser: depuis quand connais-tu cette personne, où l'as-tu appris à connaître, quel est le comportement de cette personne, aussi envers les enfants).

Le MSdS te recommande de commander un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers si tu ne recevais pas les références souhaitées. Surveille par ailleurs de près l'évolution et le comportement de la personne concernée si tu l'engages.

N.B. Les références peuvent être fournies par écrit ou verbalement. L'introduction d'un ou d'une responsable dans sa nouvelle tâche relève de ta responsabilité ainsi que la surveillance qui en découle.

MARCHE À SUIVRE

Si tu souhaites recevoir un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers, tu dois en un premier temps en demander l'autorisation. La marche à suivre la plus simple est celle de demander ce document par voie électronique.



Tu recevras un formulaire muni d'un code. Celui-ci devra être remis à la personne souhaitant recevoir un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers. Le code figurant sur le formulaire lui permettra de passer la commande respective, soit par courrier postal ou en ligne.

Le procédé de commande d'un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers dure environ 15 minutes. La livraison du document durera environ 10 jours ouvrés. La taxe à payer s'élève à 20 francs. Elle peut être payée par avance moyennant un bulletin de versement ou une carte de crédit.

- Pour d'autres informations au sujet d'un extrait spécial du casier judiciaire pour particuliers, tu peux consulter le site du Département fédéral de justice et police DFJP.
- Pour d'autres informations au sujet de la prévention, tu peux consulter le site Limita, Département pour la prévention de l'exploitation sexuelle.
- Pour d'autres questions, adresses-toi à prevention@msds.ch.

